

Prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE 6 HTA-BT)

Date de la contribution : 16/11/2020

En préambule, Enerplan, syndicat des professionnels de l'énergie solaire, souhaite rappeler son attachement à une tarification de l'utilisation des réseaux publics qui non seulement couvre les coûts, ce point ne faisant pas débat, mais qui soit également un outil au service de la transition énergétique. Cette transition, inscrite dans la loi notamment dans les articles 100-1 et suivants du Code de l'Énergie, mais aussi dans sa déclinaison opérationnelle qu'est la PPE, prévoit un changement de paradigme, avec le passage d'une économie centralisée de la production électrique à une décentralisation massive de ces outils. Les services de flexibilité, pour certains encore bridés par des règles obsolètes, poursuivent la même dynamique de décentralisation et sont désormais prêts à rendre des services clés afin de contribuer à la stabilité du réseau au meilleur prix. Cette décentralisation ne peut se faire sans s'appuyer sur le maillage fin et résilient des réseaux publics. Ils doivent donc être un outil de cette transition.

Enerplan rappelle également son attachement à ce que les réseaux soient des outils non discriminants pour favoriser l'essor de la production d'électricité à partir de sources renouvelables, en particulier de l'autoconsommation, individuelle ou collective, mais aussi demain des communautés énergétiques issues des directives européennes en cours de transposition en droit français et l'ensemble des usages contribuant à abaisser l'empreinte environnementale du secteur énergétique. La tarification de leur utilisation doit donc refléter cette volonté de permettre une insertion accrue d'électricité renouvelable, en favoriser l'usage et la consommation locale.

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par Enedis et la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?

Enerplan tient tout d'abord à saluer l'exercice conjoint de la CRE et des gestionnaires du réseau public d'électricité en vue de l'élaboration des futurs tarifs d'utilisations desdits réseaux, appelé TURPE 6. Le réseau électrique et tout particulièrement le réseau de distribution, doit être un véritable accélérateur de la transition énergétique en permettant à la production renouvelable de venir suppléer l'arrêt des moyens de production centralisée conformément à la trajectoire de la PPE. Les mutations à l'œuvre dans notre manière de produire et de consommer l'électricité sont le fruit d'impulsions politiques européennes et françaises qu'Enerplan a toujours soutenues, et il est capital que le niveau et la structure des futurs TURPE 6 permettent aux gestionnaires du réseau d'assurer leur mission de service public en faisant du réseau qu'ils gèrent un maillon à part entière de la chaîne de la transition énergétique.

En tant que syndicat des professionnels de l'énergie solaire, Enerplan est en phase avec la majorité des enjeux présentés par Enedis pour la période des TURPE 6 HTA-BT. Il convient tout particulièrement de saluer le fait qu'Enedis place les objectifs de la PPE et du Green Deal Européen au cœur de sa demande tarifaire et de sa stratégie financière pour les quatre prochaines années. La décentralisation de la production électrique et des services réseau, le développement de nouveaux usages (mobilité électrique, autoconsommation...) et l'amélioration de la qualité de service sont des tendances qu'Enerplan soutient et appelle à accélérer de longue date. Leur prise en compte par Enedis est donc fondamentale pour la poursuite et l'accélération de la transition énergétique française.

Les enjeux identifiés par la CRE sont également partagés et salués par Enerplan. Si la réponse du régulateur aux demandes tarifaires d'Enedis doit permettre au gestionnaire du réseau de distribution de devenir un vecteur d'accélération de la transition énergétique, il convient d'inciter ce dernier à réaliser les investissements et mutations nécessaires de la manière la moins coûteuse pour la collectivité, en exploitant tout le potentiel offert par les solutions de flexibilité, la numérisation du réseau et la libéralisation de certains marchés.

Enfin, Enerplan regrette le fait qu'Enedis n'ait pas anticipé la future obligation de publication d'un rapport biennal similaire au SDDR de RTE. Ce document aurait en effet pu apporter une visibilité et une transparence quant à la stratégie d'Enedis de développement du réseau, d'intégration des EnR ou encore des flexibilités répondant aux attentes en la matière des acteurs du marché. L'exercice de transparence dans l'élaboration et dans la publication de ce document aurait gagné à être reproduite par Enedis dès cette année sans attendre la transposition formelle par la France de cette obligation issue du paquet législatif européen "Une énergie propre pour tous les citoyens" et Enerplan appelle de ses vœux la publication au plus vite des éléments transmis de manière confidentielle par Enedis à la CRE dans le cadre de l'élaboration des TURPE 6.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période du TURPE 6 distribution ?

Favorable avec réserves

Commentaire :

Enerplan est en phase avec les grands principes que présente la CRE pour l'élaboration des TURPE 6 HTA-BT. Un élément complémentaire pourrait néanmoins y être inclus concernant la régulation incitative. Celle-ci, en complément de sa capacité à inciter à la maîtrise des coûts actuels, doit permettre de maintenir à un niveau le plus bas possible les coûts futurs, et favoriser l'innovation à l'externe plutôt que l'inciter au même titre que l'innovation interne.

Question 3 : Pour la distribution d'électricité, êtes-vous favorable à la rémunération au coût de la dette des immobilisations en cours pour les seuls investissements à cycle long ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est en phase avec la proposition de la CRE de maintenir la rémunération des immobilisations en cours au coût de la dette. Cette modalité de rémunération constituant une incitation à l'efficacité du point de vue des coûts et des délais dans les travaux, Enerplan ne peut que voir d'un bon œil une mesure qui permettra in fine de faciliter le raccordement des actifs de production renouvelables en accélérant les travaux nécessaires à ces raccordements sur le réseau.

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé des coûts échoués ?

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement ainsi envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

Favorable avec réserves

Commentaire :

Enerplan s'interroge sur la proposition de la CRE de faire bénéficier aux consommateurs qu'une partie de la plus-value des actifs cédés. En effet, partant du constat que les ouvrages cédés et générant une plus-value résultent d'un investissement couvert par le TURPE, et donc par les utilisateurs du réseau, il convient de faire bénéficier à ces mêmes utilisateurs de la totalité de la plus-value, Enedis n'ayant vocation qu'à gérer ces actifs et non à bénéficier du fruit de leur revente. Aussi, Enerplan souhaiterait que la plus-value éventuelle résultant d'une cession d'actifs soit reversée entièrement au CRCP.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux principes de fonctionnement du CRCP et d'évolution annuelle du TURPE 6 distribution (maintien du fonctionnement actuel) ?

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le TURPE 6 distribution ?

Favorable avec réserves

Commentaire :

Si dans l'ensemble Enerplan abonde dans le sens de la CRE concernant le périmètre des charges et produits couverts par le CRCP dans le cadre du TURPE 6 HTA-BT, certains points spécifiques appellent des commentaires voire des amendements. Le CRCP, tel que le comprend Enerplan, est un mécanisme prévu pour permettre à Enedis de s'adapter à une différence marginale de ses charges et produits réels au cours de la période des TURPE 6 comparés aux prévisions en la matière. Il ouvre ainsi à Enedis une certaine marge de manœuvre dans pour certains postes présentant des aléas financiers plus importants que d'autres à travers le lissage de certaines dépenses d'une année sur l'autre.

A ce titre, l'inclusion par la CRE dans le périmètre de certaines charges susceptibles à ses yeux d'être impactées par des facteurs exogènes pose question. La transmission de données au public, élément clé s'il en est du développement des marchés électriques, dès lors que les données et leurs modalités de transmission sont bien identifiées, constitue un poste prévisible et peu sujet à évolution. Il convient donc aux yeux d'Enerplan d'augmenter l'incitation appliquée à Enedis à déployer cet élément clé, en ne laissant que peu de possibilités de lissage d'une année sur l'autre des charges nécessaires à ce poste et en excluant totalement les "pénalités générées par les mécanismes de régulation incitative sur la qualité de transmission des données et l'innovation à l'externe" du champ du CRCP.

Enerplan appelle la CRE à la même prudence vis-à-vis des charges associées à la mise en œuvre des flexibilités réseau. Si le niveau de charges associé pour l'heure aux flexibilités est effectivement peu prévisible, le recours croissant (jusqu'à ce qu'il devienne systématique) au marché conformément au paquet législatif européen "Une énergie propre pour tous les citoyens" va permettre de stabiliser et de mieux anticiper ces charges. Enedis doit être incité à avoir recours aux solutions représentant l'optimum technico-économique dans le cadre du développement et de la gestion du réseau, ce qui justifierait une exclusion au moins partielle des charges liées aux flexibilités du CRCP. Il pourrait à ce titre être pertinent que la CRE introduise une clause de rendez-vous à mi-période des TURPE 6 HTA-BT visant à rehausser la part d'incitation budgétaire à l'aune des développements de ce marché au cours des deux prochaines années.

Enfin, Enerplan salue le choix de la CRE de répondre défavorablement à la demande d'Enedis d'intégrer au CRCP tout ou partie des charges liées aux systèmes d'information d'Enedis. Au même titre que les charges liées à l'intégration des flexibilités réseau, les systèmes d'information sont au cœur de la contribution d'Enedis à la transition énergétique française dans la mesure où ils sont essentiels à l'amélioration et à l'accélération du traitement par Enedis des demandes de ses clients (demandes de raccordement ou autres), à fournir aux acteurs du marché les données essentielles dont ils ont besoin ainsi qu'à la bonne gestion du développement du réseau (gestion des congestions, de la tension, des flexibilités, etc...). Si Enedis repoussait ou lissait dans le temps des charges dans le domaine informatique aurait des effets néfastes pour l'ensemble du système électrique, il convient donc d'inciter fortement le gestionnaire du réseau de distribution à déployer les investissements nécessaires à la modernisation de ses systèmes d'information. Le portail de raccordement des producteurs, qui a particulièrement mal vieilli, nécessite des investissements qui, s'ils étaient retardés, retarderaient dans leur sillage l'ensemble des procédures de raccordement et donc l'ensemble de la transition énergétique.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des pertes ?

Question 9 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement d'Enedis ?

Favorable avec réserves

Commentaire :

Enerplan est favorable aux évolutions envisagées de la régulation incitative des coûts d'investissements, hormis une réserve majeure. Si dans l'ensemble le dispositif déployé dans le cadre des TURPE 5 HTA-BT a poussé Enedis à gagner en efficacité dans ses investissements au bénéfice de l'ensemble des utilisateurs du réseau, la prise en compte dans la méthodologie de calcul des dispositifs déployés par Enedis pour raccorder les autoconsommateurs, en particulier le raccordement par téléopération appelé à monter en puissance dès 2020, est essentielle aux yeux d'Enerplan. Ces dispositifs, dont le raccordement par téléopération permis par le compteur Linky, sont porteurs d'économies substantielles de temps et d'argent pour Enedis, pour les autoconsommateurs ainsi que pour l'ensemble du système électrique.

Les économies dégagées par ce dispositif sont calculables et anticipables dans la mesure où la part des consommateurs disposant d'un compteur Linky et donc éligible à ce dispositif est connue, au même titre que le nombre d'autoconsommateurs prévus au cours de la durée d'application des TURPE 6 HTA-BT dans le cadre de la déclinaison de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie. Dès lors, si la méthodologie actuelle était retenue, Enedis serait bénéficiaire d'un bonus assuré dans le cadre de la régulation incitative des investissements, amenuisant les effets de l'ensemble de ce dispositif vertueux. Enerplan appelle donc à une anticipation des gains prévus dans la catégorie branchements producteurs en amont afin de les intégrer au coût théorique de référence retenu pour cette catégorie dès la délibération de la CRE instaurant les TURPE 6 HTA-BT, tout en prenant soin de consulter les acteurs du marché au sujet de la méthodologie retenue.

Question 10 : Êtes-vous favorable au mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » proposé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est favorable au mécanisme proposé par la CRE, en particulier en ce qui concerne le volet "SI". Si les investissements dans cette catégorie doivent demeurer conséquents afin de permettre à Enedis de remplir l'ensemble de ses missions au service des utilisateurs du réseau, ils sont pour la plupart anticipables et prévisibles. Une souplesse ne saurait à ce titre être accordée à Enedis par la CRE que dans des cas spécifiques et justifiés.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'introduction de cet indicateur incité sur le délai moyen de réalisation des raccordements par Enedis ?

Favorable avec réserves

Commentaire :

Enerplan est tout à fait favorable à l'introduction d'un indicateur incitant Enedis à accélérer les procédures de raccordement. L'allongement de ces procédures est en effet une barrière conséquente à l'accélération de la transition énergétique française, ce alors que les demandes de raccordement sur le réseau de distribution devraient se multiplier lors des quatre prochaines années, conformément à la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie. Il convient donc

d'inciter Enedis à déployer les outils nécessaires à une accélération du traitement d'un nombre de demandes de raccordement en croissance à court terme. Le mécanisme proposé par la CRE répond à cet impératif et est à ce titre pleinement soutenu par Enerplan, d'autant plus qu'il tient compte de l'ensemble de la procédure de raccordement, de la demande du client à l'émission de la facture finale par Enedis.

Si la mise en place d'un tel indicateur incité est une avancée majeure, il convient de donner corps à celui-ci en y assortissant des objectifs ambitieux. Ainsi, il pourrait être pertinent que les objectifs fixés par la CRE en termes de délai de raccordement poussent Enedis à surpasser les délais moyens relevés en 2015-2016 qui, s'ils étaient loin de ceux d'aujourd'hui, constituaient déjà une contrainte importante en dépassant largement les deux mois pour des petites ou moyennes toitures. Il convient également de séparer les objectifs de délais concernant les opérations de raccordement des autoconsommateurs domestiques qui, en étant éligibles à un raccordement par téléopération (sous réserve de la présence d'un compteur Linky), ne sauraient se voir appliquer les mêmes objectifs en termes de délais qu'une installation sur grande toiture ou qu'un parc au sol.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations ?

Favorable avec réserves

Commentaire :

Enerplan souhaite attirer l'attention de la CRE sur le fait qu'une part importante des réclamations qu'Enedis est amené à traiter concerne les demandes de raccordement. Celles-ci visent notamment à faire remonter des problèmes liés à la qualité et aux délais des prestations d'Enedis. Aussi, un indicateur spécifique incité suivant le délai de traitement des réclamations ayant pour motif un défaut lié à un raccordement au réseau géré par Enedis semblerait particulièrement à propos pour compléter les éléments de régulation incitative relatifs au traitement des réclamations proposés par la CRE.

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction des deux indicateurs relatifs à la disponibilité de la ligne d'Enedis dédiée aux fournisseurs d'électricité ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est favorable à l'introduction des indicateurs proposés par la CRE permettant de modéliser les pertes sur le réseau d'Enedis.

Question 15 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période du TURPE 6 distribution ?

Question 16 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la cible actuelle de critère B, soit 62 minutes, dans la régulation incitative de la continuité d'alimentation pour la période du TURPE 6 distribution ?

Favorable avec réserves

Commentaire :

Enerplan partage la volonté de la CRE de reconduire le dispositif existant, devant pousser Enedis à continuer de s'améliorer en matière de continuité d'alimentation. Néanmoins, afin que ce dispositif porte effectivement ses fruits et incite réellement Enedis à sortir du palier atteint à 64 minutes annuelles, il conviendrait de fixer de nouveaux objectifs de baisse pour la période des TURPE 6 HTA-BT. Un objectif linéaire aboutissant en 2024 à 60 minutes garantit ainsi une amélioration constante de la qualité pour les consommateurs tout en donnant, d'ici là, à la CRE, à Enedis et aux parties prenantes associées par consultation le temps de discuter des objectifs à fixer dans le cadre des TURPE 7, une fois les données de Linky effectivement intégrées au calcul du critère B.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de calendrier pour l'intégration d'ici à TURPE 7 des données Linky dans le calcul du critère B ?

Défavorable

Commentaire :

Dès lors que le déploiement du compteur Linky dans les zones couvertes par Enedis doit, selon ses propres objectifs, s'achever courant 2021, il semble plus que pertinent de tenir compte de ce point dans le calendrier. Aussi, Enerplan propose de fixer à courant 2023 plutôt que fin 2024 l'objectif de présentation aux parties prenantes pour consultation d'un processus de calcul automatique du critère B utilisant les données des compteurs Linky.

Question 18 : Partagez-vous les objectifs envisagés par la CRE pour les 3 indicateurs de qualité d'alimentation hors critère B (critère M, critères F-BT et critère F-HTA) ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est favorable aux objectifs proposés par la CRE pour ces trois indicateurs. Leurs niveaux ambitieux doivent pousser Enedis à adopter une démarche d'amélioration constante et éviter une situation de sur-bonification telle que celle qui a pu être relevée dans le cadre des TURPE 5 HTA-BT pour les critères M et F-HTA.

Question 19 : Êtes-vous favorable aux niveaux envisagés de couvertures du mécanisme des pénalités pour coupures longues, qui prennent en compte l'historique des charges effectivement encourues par Enedis, tout en maintenant un niveau équivalent d'incitation pour le distributeur ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est favorable aux niveaux proposés par la CRE dans le cadre du mécanisme de pénalités pour coupures longues. Toutes choses égales par ailleurs, la CRE devra veiller à ce qu'Enedis - et si pertinent RTE - travaillent de concert avec les acteurs du système électrique à améliorer le niveau de résilience des réseaux aux événements exogènes exceptionnels, en particulier climatiques, dans la mesure où ces derniers vont être amenés à se multiplier, conséquence directe du changement climatique à l'échelle mondiale.

Question 20 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de la R&D envisagé par la CRE pour le TURPE 6 distribution ?

Enerplan approuve globalement les orientations retenues par la CRE pour le cadre de régulation incitative de la R et D pour les TURPE 6 HTA-BT. La consultation annoncée par la CRE sur les grands thèmes de recherche en début de période tarifaire semble particulièrement à propos afin d'éviter qu'Enedis ne lance de recherches sur des segments de marché matures, tout particulièrement dans le secteur des flexibilités réseau dont le stockage stationnaire d'électricité. Si la volonté de la CRE d'accroître la transparence de l'utilisation des fonds dépensés par Enedis en R et D, il convient selon Enerplan de maximiser cette transparence en rendant publiques les données non commercialement sensibles contenues dans les remontées annuelles d'informations d'Enedis à la CRE, rendant de fait annuel le rapport R et D à destination du public.

Question 21 : Êtes-vous favorable aux propositions d'évolution formulées par la CRE sur le dispositif du guichet smart grids afin de lui donner plus de souplesse et d'efficacité ?

Favorable avec réserves

Commentaire :

Les propositions de la CRE semblent pertinentes afin d'augmenter l'attractivité du dispositif. Le rôle de la CRE n'en sera pas moins essentiel afin de garantir que ce dispositif ne freine pas l'innovation des acteurs du marché en matière de flexibilité, de services réseau et de circuits courts des électrons en empiétant sur des segments de marché matures. Il conviendrait à ce titre que la CRE consulte les acteurs du marché sur le modèle de la consultation prévue concernant les orientations en matière de R et D au début de la période tarifaire.

Question 22 : Dans le cadre du traitement prioritaire du sujet des données, êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'un cadre de régulation pour la publication de données prioritaires ? D'autres données devraient-elles figurer dans cette liste de données prioritaires pour lesquelles la CRE propose de suivre le délai de publication ?

Favorable avec réserves

Commentaire :

Les orientations retenues par la CRE concernant le traitement prioritaire des données vont dans le bon sens, mais mériteraient d'être approfondies afin de répondre aux attentes des acteurs du marché. Les données de consommation et de production des clients Enedis sont en effet au cœur d'un marché de la flexibilité encore bridé à ce jour, en particulier en ce qui concerne le développement des offres de fourniture à tarification dynamique. Ces offres, en répercutant les variations de prix sur les marchés de gros ainsi que les pics de production EnR sur la facture des clients, sont un outil formidable et encore sous-utilisé pour favoriser l'appropriation de la transition énergétique par les consommateurs et une forte pénétration des EnR dans le mix électrique.

Il conviendrait ainsi d'ajouter aux indicateurs proposés par la CRE un nouvel indicateur poussant Enedis à rendre plus accessibles des données à granularité temporelle fine (horaire voire infra horaire), à même de permettre le développement de telles offres. Ces données seront en effet les seules à même de permettre à la France et à ses gestionnaires de réseaux de se conformer à l'article 11 de la directive 2019/944 sur le marché intérieur de l'électricité, stipulant que les fournisseurs devront être en mesure de proposer des offres reflétant « les variations de prix sur les marchés au comptant, y compris les marchés journaliers et infrajournaliers, à des intervalles équivalant au moins à la fréquence du règlement du marché ». Pour garantir une réponse la plus précise et réactive, il faudra alors garantir l'accompagnement de ces offres par un pas de temps le plus précis possible, tendant vers le quart d'heure comme le précise la directive. Au-delà de l'enjeu clé du pas de temps des données, l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité de la donnée sont essentielles à la poursuite et à l'accélération de la dynamique de développement de l'autoconsommation, individuelle comme collective.

D'autre part, il convient selon Enerplan d'inciter Enedis à recenser et publier les congestions sur son réseau. L'article 14 du règlement 2019/943 sur le marché intérieur de l'électricité impose en effet à Enedis d'identifier l'ensemble des congestions structurelles affectant son réseau au plus tard le 5 octobre 2019, et l'article 50 du même texte, applicable depuis le 1^{er} janvier 2020, de rendre publiques ces données clé. Si Enerplan est à l'écoute des arguments qu'Enedis pourra avancer justifiant de travailler encore quelques mois avant de publier ces données, il n'en est pas moins urgent d'inciter Enedis à accélérer dans ce domaine. En effet, ces données permettraient de mieux appréhender les besoins de flexibilité sur le réseau de distribution d'électricité et de développer des appels d'offres ciblés et neutres technologiquement sur les points les plus tendus, pouvant s'inspirer des appels d'offres publiés cet été par Enedis.

Question 23 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Avez-vous des remarques sur la liste des actions prioritaires identifiées à ce stade ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan rejoint la CRE dans l'analyse qu'elle fait des actions revêtant un caractère prioritaire, en particulier concernant l'accélération de l'intégration des flexibilités au réseau, au service de ce dernier. Les données publiées et les efforts affichés en la matière, bien qu'encourageants pour certains, sont loin d'être suffisants pour permettre au marché français de la flexibilité de se développer, et les incitations de la CRE semblent être seules en mesure d'assurer le bon développement de ces flexibilités, associées à la publication des congestions mentionnées en réponse d'Enerplan à la question 22.

Question 24 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges liées au système électrique d'Enedis ?

Enerplan est aligné avec l'analyse de la CRE concernant le niveau prévisionnel des charges liées à l'exploitation du système électrique, bien qu'elles subissent une hausse conséquente (en particulier en début de période tarifaire). Le CRPC permettra par ailleurs à Enedis de s'adapter à d'éventuels écarts entre ces prévisions et la réalité.

Question 25 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation (hors charges liées au système électrique) d'Enedis ?

Le calcul par Enedis, par l'auditeur et par la CRE du niveau prévisionnel de charges nettes d'exploitation hors charges liées au système électrique appelle plusieurs remarques. Premièrement, Enerplan s'interroge sur le niveau prévisionnel des charges liées aux systèmes informatiques prévues pour la période des TURPE 6 HTB. Les parties et sous parties précédentes ont insisté sur la nécessité pour Enedis de travailler à l'amélioration de la quantité et de la qualité des données fournies aux acteurs du marché et à l'amélioration du traitement des demandes des clients. Les suggestions de l'auditeur en la matière, incitant la CRE à revoir à la baisse les charges liées aux SI, pourrait mener à une incohérence vis-à-vis des besoins financiers d'Enedis en la matière et à des dégradations dans la communication de données précieuses aux acteurs des marchés. Ce poste doit donc être considéré avec prudence afin de garantir à Enedis les moyens d'atteindre les objectifs fixés par la CRE et de répondre aux attentes des acteurs du marché.

Deuxièmement, la stratégie proposée par Enedis et approuvée par la CRE en matière de couverture du risque climatique est risquée aux yeux d'Enerplan. En effet, le réchauffement climatique à l'échelle planétaire a pour effet direct de mener

à une multiplication des événements climatiques majeurs. Les données prévisionnelles du Groupement intergouvernemental sur l'évolution du climat sont très éloquentes en la matière. Aussi, Enerplan appelle la CRE et Enedis à reconsidérer sans tarder la stratégie visant à faire reposer le risque climatique sur le tarif. Une stratégie visant à assurer Enedis pour au moins une partie de ces risques semblerait pertinente et bénéfique pour l'ensemble du système électrique.

Dernièrement, la prise en compte des économies issues du déploiement du compteur Linky, saluées par Enerplan au fil de cette consultation, doit pousser la CRE et Enedis à tenir compte des économies sur les charges réseaux et hors réseaux émanant des nouveaux usages en partie conditionnés par ce déploiement. L'autoconsommation individuelle et collective et les offres à tarification dynamique figurent parmi les phénomènes dont les bénéfices doivent impérativement être calculés afin d'attester de leur effet bénéfique pour le système électrique. **Par ailleurs, le nombre d'opérations d'autoconsommation collective augmentant, il pourrait être pertinent et source d'économies de sortir de la gestion manuelle opérée à date par Enedis pour aller vers une automatisation et une simplification de la gestion des opérations.**

Question 26 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du TURPE 6 distribution et notamment la prise en compte de la baisse des taux d'intérêts sur les marchés et la baisse du taux d'imposition sur les sociétés ?

Enerplan est aligné avec la CRE concernant les paramètres de rémunération d'Enedis pour la période des TURPE 6 HTA-BT, et salue particulièrement l'élargissement de la couverture de la clause de rendez-vous afin de tenir compte des évolutions du contexte économique.

Question 27 : Avez-vous des remarques sur la trajectoire d'investissement proposée par Enedis ?

Si Enerplan est dans l'ensemble aligné avec la trajectoire d'investissements proposée par Enedis, l'absence de toute mention de l'effet positif du déploiement des flexibilités sur le réseau de distribution et des nouveaux usages (autoconsommation individuelle et collective, recharge pilotée et/ou bidirectionnelle des véhicules électriques...) sur celle-ci. Le vieillissement du réseau doit par ailleurs être considéré comme une opportunité inestimable de le moderniser en profondeur afin de lui permettre d'être un atout au service de la transition énergétique, permettant ainsi l'atteinte par la France des objectifs de la PPE et du paquet législatif européen "Une énergie propre pour tous les citoyens".

Question 28 : Avez-vous des remarques concernant les ajustements envisagés sur la trajectoire d'investissements « hors réseaux » d'Enedis ?

Enerplan s'interroge sur le niveau prévisionnel des investissements liés aux systèmes informatiques prévues pour la période des TURPE 6 HTB. Les parties et sous parties précédentes ont insisté sur la nécessité pour Enedis de travailler à l'amélioration de la quantité et de la qualité des données fournies aux acteurs du marché et à l'amélioration du traitement des demandes des clients. Les suggestions de l'auditeur en la matière, incitant la CRE à revoir à la baisse les charges liées aux SI, pourrait mener à une incohérence vis-à-vis des besoins financiers d'Enedis en la matière et à des dégradations dans la communication de données précieuses aux acteurs des marchés. Ce poste doit donc être considéré avec prudence afin de garantir à Enedis les moyens d'atteindre les objectifs fixés par la CRE et de répondre aux attentes des acteurs du marché.

D'autre part, il convient de veiller à la cohérence de l'ensemble que représente cette trajectoire d'investissements. Ainsi,

la baisse progressive des investissements liés au déploiement du compteur Linky doit être compensée par une augmentation de la part des autres investissements dans la stratégie, notamment les investissements SI pour les raisons indiquées précédemment et les autres éléments contribuant à la modernisation du réseau de distribution au service de la transition énergétique.

Question 29 : Etes-vous favorable aux ajustements envisagés par la CRE concernant l'intégration des colonnes montantes « loi ELAN » à la BAR d'Enedis ?

Question 30 : Avez-vous des remarques sur les trajectoires envisagées par la CRE concernant l'évolution du nombre de clients, des puissances souscrites et des volumes acheminés par Enedis pour la période du TURPE 6 distribution ?

Enerplan s'inquiète de voir que le développement de la mobilité électrique est vu comme étant uniquement porteur de contraintes du point de vue du réseau. Les études soutenant le contraire sont en effet légion, et les conclusions du Conseil Général de l'Économie, reprenant des données de RTE, sont éloquentes en la matière : "en 2035, dans son scénario Opéra, l'appel de puissance à la pointe peut être réduit de 5,2 GW (par rapport à une référence sans développement du VE) et, dans la version haute de ce scénario, plus du tiers de la consommation nouvelle d'électricité liée au véhicule électrique serait assurée par de l'énergie décarbonée « de récupération » (au sens où il s'agirait d'énergie renouvelable « fatale » ou d'une moindre modulation de la production nucléaire) - soit 13,8 TWh sur 40 TWh." Ce même rapport appelle les décideurs publics et notamment la CRE à non seulement tenir compte de ce potentiel vertueux dans leurs scénarii d'évolution de l'utilisation des réseaux mais à inciter l'ensemble des acteurs du système électrique, et en premier lieu les gestionnaires du réseau public d'électricité, à exploiter ce gisement de flexibilité. Enerplan soutient entièrement ses conclusions et appelle la CRE comme Enedis à déployer dans le cadre des TURPE 6 HTA-BT les recommandations de ce rapport.

Question 31 : Avez-vous des remarques relatives à l'évolution tarifaire envisagée du TURPE 6 distribution ?

Question 32 : Êtes-vous favorable aux modalités d'évolution du paramètre Rf envisagées par la CRE ?

Question 33 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir la forme générale des grilles tarifaires ?

Favorable avec réserves

Commentaire :

Enerplan est favorable aux principes édictés, mais rappelle que des évolutions sur les principes du timbre-poste ou encore de la péréquation tarifaire pourraient faire l'objet de discussions à l'aune de la décentralisation énergétique, et des productions et consommations locales. Enerplan recommande qu'un groupe de travail soit ouvert sur l'évolution de ces principes et de leur application.

Enerplan regrette cependant l'a priori négatif qui ressort de ces principes à l'encontre de l'autoconsommation collective. En effet, si les effets positifs de la consommation locale de la production sont soulignés, rien aujourd'hui au travers des 31 opérations en service ne permet de pointer un coût important de la remontée des électrons sur les niveaux de tensions supérieurs. Par ailleurs, ce qui est vrai ici pour l'autoconsommation collective l'est également pour toute production décentralisée d'électricité, qui peut ou non trouver un débouché sur la boucle BT de son injection. Enerplan regrette fortement que l'actualisation du TURPE ne soit pas considérée comme une occasion pour la CRE de se mettre en conformité avec les évolutions législatives, qui ont levé l'obligation des autoconsommateurs d'être raccordés au même poste de transformation HTA-BT et levé la limitation à 100kWc pour bénéficier d'un TURPE spécifique. Un TURPE non punitif pour les autoconsommateurs collectifs et conforme aux prescriptions légales est un minimum pour cette nouvelle itération des tarifs. Sauf à vouloir freiner le déploiement de ces solutions de production et

consommation locales d'électricité solaire, la CRE doit se conformer aux obligations légales sans toutefois léser les consommateurs.

En outre, la CRE a mené ces derniers mois d'importants travaux de réflexion sur les moyens de stockage et les services réseaux. Il ressort dans la conclusion du document de réflexion et de proposition publié le 11 septembre dernier concernant le stockage d'électricité en France, que :

- Les services que peut rendre le stockage sont nombreux ;
- Le stockage jouera un rôle important dans le cadre du développement des flexibilités ;
- La CRE souhaite s'assurer que le cadre réglementaire et tarifaire, ainsi que les conditions d'accès aux réseaux électriques soient propices au développement du stockage.

Enerplan salue la prise en compte par la CRE de ces conclusions et appelle à la poursuite des travaux visant à intégrer les solutions de flexibilités quelles qu'elles soient dans les réseaux et marchés électriques, en particulier les véhicules électriques (cf. la réponse à la question 30).

Question 34 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la baisse des composantes de comptage pour les domaines de tension BT \leq 36 kVA, mais aussi HTA et BT $>$ 36 kVA ?

Favorable

Commentaire :

Enerplan est favorable aux propositions de la CRE sur la baisse des composantes de comptage.

Question 35 : Êtes-vous favorable aux grilles tarifaires envisagées pour les domaines de tension HTA et BT ?

Défavorable

Commentaire :

Enerplan tient à alerter la CRE sur l'impact négatif prononcé que vont avoir les nouvelles grilles tarifaires applicables au réseau de distribution sur le déploiement des solutions de flexibilité, et en particulier du stockage stationnaire d'électricité. Avec la hausse de la part fixe applicable aux acteurs dans les grilles tarifaires proposées, la CRE imposerait à la France un déficit de solutions de flexibilités, bridant un marché en plein développement et se privant de solutions devant permettre de limiter les coûts de congestion et de développement du réseau. Ces grilles tarifaires iraient par ailleurs à contresens de la politique actuelle de promotion de l'émergence d'une filière française du stockage d'électricité et aux travaux du GT CRE-DGEC visant à faciliter l'intégration de ces nouveaux objets au réseau et à la prise en compte de leur impact positif sur ce dernier. Enerplan appelle donc à leur révision afin de pénaliser le moins possible les opérateurs de stockage, leur permettant de contribuer efficacement aux marchés de la flexibilité, contribuant de ce fait à une forte pénétration EnR dans le mix électrique, ou faute de mieux de revenir à la grille tarifaire des TURPE 5 HTA-BT afin de permettre aux acteurs de bénéficier d'une stabilité des tarifs.

Question 36 : Êtes-vous favorable à l'alignement du coefficient pondérateur pour le calcul de la tarification des dépassements de puissance en HTA sur celui de la HTB ?

Défavorable

Commentaire :

La proposition de la CRE, comme indiqué en réponse à la question précédente, amènerait la part fixe du TURPE applicable aux stockeurs à augmenter fortement, annihilant la rentabilité de ces opérateurs visant pourtant à flexibiliser les réseaux au service de la transition énergétique. Pour les facteurs de charge faibles, la formule proposée serait bénéfique, mais pour une batterie jouant plus en énergie qu'en puissance, la formule impacterait très fortement les modèles d'affaires, bridant de fait la transition énergétique. Enerplan appelle donc à la révision de la formule proposée afin de permettre une intégration fluide des opérateurs de flexibilités sur le réseau, la baisse du terme de pénalité bénéficiant essentiellement aux consommateurs industriels et ne permettant pas aux stockeurs de compenser l'augmentation de la part fixe du TURPE précitée.

Question 37 : Etes-vous favorable à l'alignement du coefficient pondérateur pour le calcul de la tarification des dépassements de puissance en HTA sur celui de la HTB ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Question 38 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le niveau actuel des composantes de gestion des autoconsommateurs individuels et des participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

Défavorable

Commentaire :

En premier lieu, Enerplan regrette la vision systématiquement négative que la CRE véhicule concernant l'impact de l'autoconsommation sur le réseau. Enerplan rappelle que l'économie d'électricité issue du réseau résultant de la mise en place d'une autoconsommation ou celle résultant d'actions de maîtrise de la demande sont équivalentes en bénéfices, et rejoignent l'intérêt général issu des engagements de l'État. La CRE est elle-même garante de la transition au titre de ses missions, et se doit de la faciliter. En minimisant les soutirages des autoconsommateurs, en contribuant au raccourcissement du chemin parcouru par les électrons entre leur lieu de production et de consommation et en contribuant à l'atteinte des objectifs de la PPE, l'autoconsommation individuelle comme collective constitue un instrument extrêmement vertueux pour l'ensemble du système électrique, y compris pour le réseau. Or, dans cette consultation comme dans d'autres, nombreuses, qui l'ont précédé, la CRE ne semble tenir compte que des effets négatifs de l'autoconsommation sur les réseaux, menant à une pénalisation financière des consommateurs participant activement à la transition énergétique en contribuant à l'atteinte des objectifs de production et d'autoconsommation fixés par l'État.

En tant que régulateur, la CRE a pour mission de favoriser l'atteinte des objectifs de la PPE, y compris ceux relatifs à l'autoconsommation individuelle et collective, au titre de l'article L. 131-1 du code de l'énergie, lorsqu'elle fixe le niveau des TURPE. Dans le cadre de cette même fixation du niveau des tarifs réseaux, les articles 58 et 59 de la directive 2019/944 sur le marché intérieur de l'électricité indiquent que la CRE doit "faciliter l'accès au réseau des nouvelles capacités de production et installations de stockage d'énergie, notamment en supprimant les obstacles qui pourraient empêcher l'arrivée de nouveaux entrants sur le marché et l'intégration de la production d'électricité à partir de sources renouvelables" et "contrôler la suppression des obstacles et restrictions injustifiés au développement de la consommation d'électricité autoproduite et des communautés énergétiques citoyennes."

Or, en fixant une composante de gestion discriminatoire vis-à-vis des autoconsommateurs individuels et collectifs, la

CRE pénalise cette pratique et contribue à maintenir un faible niveau d'attractivité en France pour cette pratique vertueuse pour le réseau de tout point de vue. Enerplan estime donc que le niveau actuel de la composante de gestion décourage l'autoconsommation et demande à la CRE de la réduire au maximum afin de favoriser l'accélération de la dynamique de l'autoconsommation (notamment collective) en France et de respecter les dispositions législatives européennes et françaises précitées.

En somme, Enerplan ne peut que regretter qu'un cas particulier soit fait de ce mode de production et considère que les consommateurs - autoconsommateurs collectifs ne sauraient être catégorisés différemment des autres que par une discrimination positive, incitant l'ensemble des consommateurs le pouvant à produire une partie de leur électricité, localement et collectivement si ce n'est eux-mêmes et/ou individuellement.

Question 39 : Êtes-vous favorable au maintien du principe d'une composante de soutirage, optionnelle, à destination des utilisateurs raccordés au réseau basse tension participant à une opération d'autoconsommation collective, telle qu'actuellement en vigueur ?

Défavorable

Commentaire :

Enerplan est fermement opposé à la reconduction à l'identique de la composante de soutirage optionnelle telle qu'introduite par la CRE. Les gains de facture présentés par la CRE sur la base d'analyses conduites par Enedis sont révélateurs de la nature discriminatoire et pénalisatrice du traitement de la part alloproduite instauré pour une part non négligeable des participants, et les professionnels du solaire souhaiteraient que soit justifiée plus en détails la discrimination que le TURPE alloproduit opère à l'encontre des autoconsommateurs par rapport aux autres consommateurs. L'étude de Sia Partners de septembre 2019 a montré que ce caractère profondément injuste impacte particulièrement les particuliers participant à une opération d'autoconsommation collective ainsi que les collectivités, qui par leur puissance de raccordement élevée perdent tout intérêt financier à monter de telles opérations.

Par ailleurs, Enerplan regrette que la CRE se soit limitée dans son analyse à l'impact théorique de la souscription par les autoconsommateurs au TURPE spécifique optionnel. Le nombre d'opérations actuellement déployé en France est connu et limité, il aurait donc été aisé pour la CRE de consulter toute ou partie des PMO et des participants sur les raisons les ayant menés à délaisser le tarif proposé. Au lieu de demander un retour d'expérience aux autoconsommateurs eux-mêmes, la CRE a fait le choix de se limiter à une consultation d'Enedis, ne reflétant donc aucunement la réalité du terrain vécue par les autoconsommateurs.

Enerplan souhaite donc que ce point soit approfondi, documenté, et que les changements qui pourraient intervenir soient incitatifs au développement de ces modes de production, conformément aux directives européennes, plutôt que punitifs et élaborés in abstracto.

Question 40 : Êtes-vous favorable à la suppression du paramètre de 30 % de participation des flux « autoproduits » aux flux amonts ?

Favorable avec réserves

Commentaire :

Enerplan est favorable à la suppression du paramètre de 30 % de participation des flux autoproduits aux flux amonts.

En outre, Enerplan ne partage pas entièrement le ressenti de la CRE qui est qu'il n'est pas la peine, pour l'heure, de lancer des études en vue d'une évolution de la composante de soutirage, et souhaiterait qu'en l'attente de l'émergence d'un retour d'expériences plus important soient publiées des éléments préfigurant les évolutions envisagées par la CRE pour cette composante à terme, fournissant plus de visibilité aux acteurs du marché de l'autoconsommation photovoltaïque.

Question 41 : Êtes-vous favorable à l'exemption de la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs dans le cas où un participant à une opération d'autoconsommation collective ayant souscrit l'option tarifaire spécifique à l'autoconsommation collective quitte cette opération ?

Favorable avec réserves

Commentaire :

Enerplan considère que la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs est injustifiée. Afin de rendre plus attractive l'autoconsommation collective de manière générale et d'accorder plus de souplesse aux consommateurs, Enerplan propose à la CRE de remplacer cette règle par une période de quelques mois débutant à la souscription de l'option tarifaire au cours de laquelle le consommateur ne pourrait changer de formule tarifaire, à l'issue de laquelle il serait libre d'en changer, qu'il quitte ou non l'opération. Cette configuration permettrait d'éviter les effets d'aubaine tout en assouplissant le dispositif, le rendant de fait plus attractif pour l'ensemble des consommateurs, si tant est que le TURPE spécifique est recalibré et adapté aux exigences légales et aux bénéfices de la consommation locale

A défaut d'une prise en compte de la proposition ci-dessus, Enerplan est favorable à l'évolution proposée et invite la CRE à prolonger la dynamique de simplification à l'œuvre.

Question 42 : Partagez-vous la proposition de la CRE de reconduire la règle selon laquelle une composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ne peut s'appliquer que dans le cas d'opérations dont l'ensemble des participants est raccordé en aval du même poste de transformation HTA/BT ?

Défavorable

Commentaire :

Enerplan tient à rappeler son opposition au fait que la CRE maintienne sa proposition de limiter le dispositif tarifaire optionnel aux seuls autoconsommateurs agissant au sein d'une opération collective étendue raccordés en aval du même poste source, créant de fait une énième discrimination entre les autoconsommateurs en dépit du droit européen et national. Par ailleurs, cette règle est source d'insécurité pour les autoconsommateurs, dans la mesure où elle place les opérations et leurs membres à la merci d'une évolution de la maille géographique des boucles basse tension du fait de travaux menés par les gestionnaires du réseau de distribution.

Pour ces raisons, Enerplan s'oppose donc fermement à cette limitation et demande que la CRE rassemble les parties prenantes au sein d'un GT ad hoc, appuyé sur des études auprès des actuels participants à ces opérations et sur le début de retour d'expériences permis à date, visant à statuer de manière transparente et tenant compte des avis de l'ensemble des parties prenantes sur la pertinence de l'option tarifaire et sur son avenir dans sa forme actuelle. Les TURPE 6 doivent être l'occasion d'une remise à plat de ces préconceptions appuyées sur des hypothèses au bénéfice d'un travail sur des cas concrets en cours de production ou en cours de montage. Enerplan appuiera toute démarche en ce sens de la

part du régulateur.